



Groupe *Europe - Mondialisation*

Lionel Zinsou, président

Synthèse

Deux scénarios pour le monde à l'horizon 2025

Il est probable que le monde s'éloigne d'un scénario tendanciel débouchant sur un équilibre précaire pour aller soit dans le sens d'une croissance mondiale plus forte rendue soutenable par la mise en place de régulations, soit dans le sens inverse d'une accumulation progressive de déséquilibres conduisant à une attrition de la mondialisation. Dans un scénario tendanciel, qui allie poursuite du rattrapage de l'Asie émergente et coopérations multilatérales uniquement centrées sur le commerce, la hiérarchie des nations ne sera pas bouleversée en 2025. Le monde sera en transition : les émergents n'auront pas encore convergé en dépit de leur poids croissant dans le PIB mondial, les inégalités internationales hors Asie se maintiendront, les marchés financiers continueront de s'approfondir, avec des crises récurrentes ; les dilemmes entre croissance et emploi, entre croissance et environnement, se poseront avec plus d'acuité. L'ordre mondial ne sera pas stabilisé.

Dans un scénario de *Mondialisation régulée*, le rattrapage accéléré de l'Asie dynamisera une croissance mondiale, de l'ordre de 3,3 % par an. Cette croissance forte n'aura été rendue pérenne que par la mise en place concertée de nouveaux modes de gestion collective des facteurs de crise systémique, financiers, environnementaux, sociaux. À défaut, la mondialisation sera facteur de tensions, parce qu'elle engendrera des pénuries, notamment énergétiques et alimentaires, des inégalités et des regains de protectionnisme. Dans ce scénario de *Déséquilibre*, les marchés de plus en plus volatils entraîneront des pressions inflationnistes qui pénaliseront les populations les plus vulnérables. La mondialisation sera impopulaire et subie.

De la Triade à un monde multipolaire

La montée en puissance de nouveaux acteurs de la mondialisation se poursuivra avec la consolidation de la place des grands émergents – Chine, Inde, Brésil et Russie (BRIC) – qui représenteront 40 % de la population mondiale en 2025 et 17 % du PIB mondial. À côté de ces territoires-continentaux, de nouveaux émergents, en particulier le Mexique, la Turquie et le Vietnam, feront figure de locomotives régionales.

Le processus de régionalisation devrait s'approfondir, entraînant à terme une possible autonomisation des zones de croissance. Cette régionalisation continuera de se polariser autour des trois centres économiques historiques constitués autour de la Triade, avec une incertitude en Asie liée au rôle futur de la Chine dans la zone.

La nouvelle hiérarchie des nations ne devrait pas conduire à une plus forte conflictualité internationale que par le passé mais elle redessinera la carte des influences régionales et la géométrie des institutions internationales. De nouvelles logiques de territoires pourraient émerger dans un contexte de raréfaction des ressources, énergétiques notamment : des stratégies nationales d'accaparement modifieraient la géographie économique, le modèle gravitationnel des échanges étant supplanté par une organisation plus politique du commerce.

Entre multilatéralisme et poids des souverainetés, logique de puissance et logique de réseaux, le système international sera vraisemblablement « non polaire », caractérisé par des centres de pouvoir plus nombreux et plus diffus. L'Europe, dont la préférence collective pour la régulation est forte, pourrait jouer un rôle moteur dans la configuration de la gouvernance mondiale, en exportant davantage ses normes *soft* (logique d'influence et poids des acteurs privés) et *hard* (pouvoir réglementaire).

Les changements du système productif à la faveur de la mondialisation

Les échanges, multipliés par deux d'ici à 2025, continueront à croître plus vite que le PIB sous l'effet conjugué de la libéralisation commerciale, en particulier dans les services, de la diversification des économies émergentes, et d'une fragmentation accrue de la chaîne de production, élargissant les choix de localisation à l'échelle du monde.

Entre 16 % et 30 % de la population mondiale pourrait appartenir à la « classe moyenne globale » en 2025. Cette démocratisation de la richesse dans les pays émergents créera de nouveaux marchés d'infrastructures, de consommation, de services... Pour capter la demande mondiale, la France et l'Europe devront accroître leur présence sur les marchés émergents, la Chine et l'Inde devenant en 2025 respectivement les 3^e et 5^e plus gros marchés de consommation du monde.

Dans le même temps, la montée en gamme des émergents imposera de repousser la frontière technologique et d'accroître le contenu en valeur ajoutée des exportations de biens et services, notamment par un développement du capital immatériel et humain.

L'attractivité de la France sera très dépendante de l'approfondissement du marché intérieur européen. Une politique industrielle commune permettrait de renforcer la compétitivité des secteurs porteurs qui pourront s'appuyer sur cette « base arrière ».

La modification durable des termes de l'échange, avec un retour en force des secteurs agricoles, miniers et énergétiques, bénéficiera aux pays en développement riches en ressources naturelles, à condition qu'ils évitent le biais rentier.

La transition sociale et écologique de la mondialisation

La baisse de la pauvreté absolue sera tirée par le processus de rattrapage des BRIC mais elle pourrait être freinée par un accroissement de la volatilité des prix des denrées de base. En 2025, le nombre de personnes vivant avec moins de deux dollars par jour représentera moins du tiers de la population mondiale, contre la moitié en 2008. Cette baisse de la pauvreté absolue restera très inégalement répartie selon les régions et s'accompagnera d'un creusement des inégalités internes. En Chine, elles progresseront de 18 % d'ici à 2025.

En 2025, la Chine et l'Inde représenteront 40 % de la main-d'œuvre mondiale et le salaire horaire chinois dans le secteur manufacturier devrait être encore dix fois inférieur à celui de la France. Sans harmonisation des normes, la mise en concurrence globale de la main-d'œuvre augmentera la précarité de l'emploi. Un mouvement de convergence mondiale des salaires et des conditions de travail pourrait réduire à terme l'intensité de cette concurrence, dans un contexte de *Mondialisation régulée*.

Les écarts de rémunération entre gagnants et perdants de la mondialisation continueront d'augmenter dans les pays de l'OCDE. Cette montée des inégalités en Europe appellera vraisemblablement une adaptation et un renforcement de son modèle social d'ici à 2025.

La croissance mondiale accroîtra la pression sur les ressources et l'environnement. La consommation de matières premières et d'énergie augmentera d'au moins 50 % en 2025.

L'augmentation des pollutions et des déchets sera particulièrement sensible dans les pays émergents et en développement, qui concentrent la plus forte part de population urbaine et d'industries polluantes.

Les pertes occasionnées par le seul changement climatique pourraient atteindre entre 1 % et 10 % du PIB mondial et affecteront prioritairement les pays les plus pauvres. La question de la préservation des écosystèmes et du partage international des responsabilités environnementales appellera la multiplication des accords multilatéraux sur l'environnement, qui pourraient constituer des références normatives et permettre un transfert technologique et financier plus équitable entre nations.

La croissance des marchés éco-technologiques pourrait atteindre 4 200 milliards de dollars en 2020 et limiter la prédation sur les ressources. Elle offrira des opportunités nouvelles de marché, notamment pour les entreprises françaises de l'environnement.

Le financement de la croissance mondiale

En dépit de la crise actuelle, la globalisation financière s'approfondira : la croissance mondiale sera plus intensive en capital (l'investissement total dans l'économie mondiale atteindra 24-25 % du PIB mondial en 2012) et la modernisation des systèmes bancaires comme des marchés financiers émergents accroîtra le recyclage de l'épargne mondiale. Le degré d'interdépendance des marchés exigera une coopération entre États accrue et élargie.

La stabilité financière en 2025 nécessitera de trouver un équilibre entre régulation et surveillance des marchés. À défaut, la seconde vague de mondialisation financière pourrait s'accompagner de crises plus fréquentes partout dans le monde.

À long terme, le déplacement du centre de gravité de la croissance mondiale dans les émergents accentuera le basculement constaté des excédents de capitaux dans les pays en rattrapage et le ralentissement de l'épargne dans les pays du vieux monde. Les pays de l'OCDE pourraient avoir de plus grandes difficultés qu'aujourd'hui à attirer les capitaux.

Le système monétaire international pourrait être profondément transformé par ces évolutions, avec la fin de la suprématie du dollar et l'émergence de trois pôles monétaires et financiers : États-Unis (dollar), Europe (euro), Asie (yuan ou plus probablement panier de monnaies asiatiques). Cette nouvelle structure financière internationale, pour être stable, exige une coopération renforcée tant à l'intérieur des blocs régionaux qu'entre eux.